

Mise « sous cocon » de la centrale TGV de Seraing : le résultat de l'inaction du gouvernement fédéral

Intervention au conseil communal de Seraing le 25/3/2013

Catherine Maas

Contexte énergétique :

- les centrales TGV sont des unités de production d'électricité flexibles, qui s'arrêtent et redémarrent rapidement, et particulièrement la TGV de Seraing, qui est une des rares centrales à redémarrer dans des conditions de black out généralisé .

A la différence du nucléaire, elles sont donc tout à fait complémentaires avec les énergies renouvelables, par définition souvent de productions variables, tant que le problème de stockage n'est pas résolu

Vouloir fermer ces centrales , c'est freiner les scénarios de transition énergétique du pays, menacer notre sécurité d'approvisionnement et renforcer notre dépendance aux centrales nucléaires

Contexte politique :

- Local : EDF est l'actionnaire principal de EDF Luminus mais les pouvoirs publics (via SOCOFE et PUBLILEC) détiennent +- 38 % du capital. Après le départ de GDF et la reprise de 51% par EDF, une convention d'actionnaires a été signée pour « protéger » les minoritaires , sur la politique des dividendes, les délais de sortie du capital , mais aussi sur le droit de blocage des actionnaires minoritaires , notamment en cas de projets d' investissements « sauvages » qu'auraient pu faire l'actionnaire majoritaire.

Dans l'esprit de cet avenant, il me semble évident de considérer que le « désinvestissement » sauvage , aurait dû être pris en compte pour bloquer en CA le vote sur la mise sous cocoon de la TGV. Quelle a été la position de nos représentants publics ? Un nouveau CA peut 'il être convoqué ?

- Et au niveau national : le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de son secrétaire d'état à l'énergie, est responsable de la sécurité d'approvisionnement de notre pays. En mai 2012, Ecolo et Groen ont demandé que la fermeture des unités de production d'électricité soit soumise à l'autorisation du régulateur fédéral, la CREG. Des promesses ont été alors faites dont l'annonce d'un plan d'équipement en juillet dernier, avec le maintien en activité des centrales thermiques. Cette mesure ne s'est jamais concrétisée !

Les fermetures d'entreprises sont souvent difficile à résoudre et , particulièrement à Seraing, ce n'est pas faute d'essayer de trouver des pistes ...

Mais dans ce cas précis , il s'agit de la conséquence directe d'une « non décision politique »

Il est inacceptable de laisser ainsi pourrir une situation qui laisse le champ libre aux pratiques lobbyistes du secteur nucléaire, en mettant des dizaines de travailleurs et leur famille dans l'inquiétude et l'angoisse .

Dans l'intérêt de ces personnes, dans l'intérêt de nous tous pour un avenir énergétique assurant l'autonomie durable du pays, nos parlementaires interpellons Mr Wathelet afin

de voir quelles initiatives il compte enfin prendre face à cette nouvelle annonce de fermeture, et savoir quand le plan de soutien aux capacités de production existantes sera mis en œuvre.